

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 AVRIL 1910.

Projet de loi approuvant les conventions et la déclaration annexées à l'Acte final de la deuxième Conférence de la Paix et signées, le 18 octobre 1907, par la Belgique et les Puissances représentées à la dite Conférence ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

En nous demandant d'approuver les Conventions et la Déclaration que les Plénipotentiaires belges ont signées à La Haye, le 18 octobre 1907, le Gouvernement dit dans son *Exposé des Motifs* :

« Quelques-unes seulement des dispositions de ces conventions exigent l'assentiment des Chambres pour avoir force obligatoire en Belgique. En les soumettant à l'approbation du Parlement, le Gouvernement a eu pour but de leur assurer une pleine et indiscutable efficacité. Il a voulu en même temps, comme en 1899, associer à l'œuvre accomplie à La Haye les Chambres belges, toujours attentives à favoriser ce qui, dans l'ordre international, doit étendre l'empire du Droit et consolider le règne de la Paix. »

Toutes réserves étant faites au sujet de l'interprétation de l'article 68 de la Constitution, votre Commission a cru intéressant de rechercher, tout d'abord, quels ont été à ce jour les principaux résultats de la première Conférence de la Paix dont il s'agit de poursuivre et de compléter l'œuvre.

*
* *

La première Conférence de La Haye.

La première Conférence de la Paix, on s'en souvient, s'était réunie à La Haye du 18 mai au 20 juillet 1899, sur l'initiative de l'Empereur de

(1) Projet de loi, n° 256.

(2) La Commission était composée de MM. Beernaert, président, Carton de Wiart, Franck, Tibbaut et Vandervelde.

Russie, Nicolas II, afin de « rechercher les moyens les plus efficaces pour assurer aux peuples une paix durable et mettre un terme au développement progressif des armements militaires ». Vingt-six États prirent part à ces travaux : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Chine, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Montenegro, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Siam, la Suède et Norvège, la Suisse, la Turquie et la Bulgarie. Les États de l'Afrique et ceux de l'Amérique, à l'exception des États-Unis, n'avaient pas été invités.

La Conférence ne parvint pas à résoudre la question de la limitation des armements qui était son objet principal et se contenta d'émettre un vœu et une résolution purement platoniques. Cependant, elle adopta une convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux qui fut élaborée par la 3^e Commission. Cette convention établit, pour assurer le maintien de la paix générale, un système de médiation. Elle institua des commissions internationales d'enquête pour faciliter la solution des litiges « n'engageant ni l'honneur, ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait » en éclaircissant par un examen impartial et consciencieux les questions de fait. Enfin, elle organisa l'arbitrage international, sous une forme purement facultative, en instituant une Cour d'arbitrage à constituer par les parties en litige et devant laquelle pourraient être portés, suivant une procédure nettement déterminée, les différends internationaux qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique.

Cette convention fut signée, à des dates successives, par les Puissances qui avaient siégé à La Haye. D'autres Puissances y adhérèrent ensuite, conformément aux dispositions de l'article 59 qui en avaient réservé la faculté aux Puissances non signataires : ce sont : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, la République Cubaine, la République Dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, Haïti, le Nicaragua, la République de Panama, le Paraguay, le Pérou, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela.

Les mêmes Puissances, auxquelles il faut ajouter la Turquie et la Bulgarie, adoptèrent une seconde convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Le règlement annexé à cette convention détermine la qualité de belligérant, règle le sort et la condition des prisonniers de guerre, prohibe l'emploi du poison, interdit de tuer ou blesser par trahison, de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier et de tuer ou blesser un ennemi qui s'est rendu à discrétion ; il interdit également d'attaquer ou de bombarder des localités qui ne sont pas défendues et de livrer au pillage une ville ou localité prise d'assaut, etc... Il spécifie les conditions auxquelles un individu pourra être considéré comme espion et ajoute qu'il ne pourra être puni sans jugement préalable, même s'il a été pris sur le fait ; il précise le droit à l'inviolabilité des parlementaires, réglemente l'armistice, limite sur le territoire de l'État ennemi l'autorité militaire qui n'a pas le droit de forcer la population à prendre part à des opérations militaires contre son pays et qui doit respecter l'honneur, la vie, la propriété privée et les convictions religieuses des habitants. Enfin, cette seconde convention

détermine les obligations de l'État neutre qui reçoit des belligérants ou des blessés.

La première Conférence vota pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève une troisième convention, qui fut signée successivement par les mêmes Puissances que la seconde. Cette convention stipule le respect des bâtiments d'hôpitaux militaires et des bâtiments hospitaliers, qui doivent porter secours aux blessés, malades et naufragés des belligérants, sans distinction de nationalité, mais ne peuvent être utilisés pour aucun but militaire, ni gêner les mouvements des combattants.

En outre, la première Conférence de la Paix vota trois déclarations interdisant de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons, d'employer des projectiles dont le but principal est de répandre des gaz asphyxiants ou délétères et de tirer des balles s'épanouissant ou s'aplatissant dans le corps humain.

Enfin, elle émit le vœu de voir inscrire au programme d'une prochaine conférence la question des droits et des devoirs des neutres, l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer et le bombardement des ports, villes et villages par une force navale.

Appelée à se prononcer sur les décisions de cette première Conférence la Chambre, en suite d'un rapport déposé par l'honorable M. Woeste au nom de la section centrale, s'associa, le 20 juillet 1900, par 105 voix et 17 abstentions, aux mesures prises par les Puissances dans un but de paix et d'humanité.

Certes, la première Conférence de la Paix n'a pas réalisé tous les espoirs qu'elle avait fait naître. Depuis qu'elle s'est réunie, on a vu successivement éclater la guerre du Transvaal, la guerre de Chine, et la guerre russo-japonaise. Il n'en est pas moins vrai que la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a facilité le règlement des difficultés qui avaient surgi entre les Etats-Unis et le Mexique, au sujet des fonds pieux de la Californie et la solution du conflit du Venezuela. La Grande-Bretagne et la France lui ont confié le soin de trancher l'affaire des boutres de Mascate. Le recours à une commission internationale d'enquête a été accepté par la Russie et l'Angleterre lorsque des torpilleurs russes coulèrent des bateaux charbonniers anglais près de Hull. Tout le monde se souvient du règlement par la Cour de La Haye de l'affaire de Casablanca.

D'autre part, si la première Conférence de la Paix n'a pas adopté l'arbitrage obligatoire pour certains litiges déterminés, de nombreux traités d'arbitrage obligatoire ont été signés par de nombreuses Puissances.

Il faut aussi observer que les conventions relatives aux lois et coutumes de la guerre sur terre, et à l'extension de la Convention de Genève, ainsi que les trois déclarations dont nous avons parlé plus haut en ce qui concerne l'emploi des explosifs, des gaz asphyxiants, etc., ont été appliquées au cours des guerres qui ont éclaté depuis 1899.

La seconde Conférence de La Haye.

A l'issue de sa Conférence annuelle, tenue à Saint-Louis, en septembre 1904, l'*Union interparlementaire* fut reçue à la Maison Blanche de Washington par M. Roosevelt, Président des États-Unis.

A sa demande, M. Roosevelt prit l'initiative d'inviter les États signataires de la première Conférence de La Haye à se réunir de nouveau, afin de poursuivre l'œuvre commencée.

Interrompues par les hostilités russo-japonaises, les négociations ainsi ouvertes par le Président des États-Unis furent reprises, d'accord avec lui, par l'Empereur de Russie, au lendemain du Traité de Portsmouth.

La seconde Conférence s'ouvrit le 15 juin 1907, et termina ses travaux le 18 octobre suivant.

Quarante-sept États y étaient invités, sur lesquels quarante-quatre furent effectivement représentés : l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Équateur, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, Haïti, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Montenegro, le Nicaragua, la Norvège, le Hanama, le Paraguay, le Pays-Bas, le Pérou, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Siam, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Vénézuëla et l'Uruguay.

Les actes et documents de cette seconde Conférence forment la matière de trois volumes. L'Exposé des motifs est le résumé sommaire de cette œuvre. Il rappelle la part très considérable que prirent à ces travaux les délégués de la Belgique : MM. Beernaert et Van den Heuvel, ministres d'État, et le baron Guillaume, alors Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Reine des Pays-Bas.

Nous chercherons en commentant brièvement chacune des douze conventions annexées à l'acte final, et qui furent signées par les Plénipotentiaires belges, à mettre surtout en relief les dispositions de nature à intéresser spécialement la Belgique.

*
* *

Aperçu général sur les travaux de la seconde Conférence.

Le programme que le gouvernement russe avait proposé à la Conférence embrassait une grande partie du droit des gens. Il comportait, dans ses grandes lignes, d'une part, la revision de l'œuvre de la première Conférence en ce qui concernait les moyens d'assurer la solution pacifique des conflits internationaux et la réglementation de la guerre sur terre ; d'autre part, l'élaboration d'un règlement général des lois et coutumes de la guerre maritime, nouveau et vaste champ ouvert à l'initiative des délégués plénipotentiaires.

Ceux-ci, pour faire face au travail, se répartirent en quatre commissions,

qui se subdivisèrent elles-mêmes en sous-commissions et en comités d'examen. Ils tinrent au total 123 séances.

Si, malgré les difficultés de sa tâche, la Conférence de 1907 a été à tous égards, et surtout par l'importance de ses résultats, digne de celle de 1899, il faut en rendre hommage aux hommes éminents qui eurent la charge de conduire les débats, aux rapporteurs qui mirent en lumière les résultats acquis et les progrès réalisés, aux mérites des hommes d'État, des diplomates et des jurisconsultes qui eurent à cœur de ne point faillir à la haute mission dont ils étaient investis.

Les douze conventions et la déclaration signées le 18 octobre 1907 par les plénipotentiaires de la Belgique ne constituent pas toute l'œuvre de la Conférence.

Celle-ci a consacré une notable partie de ses efforts et de son temps à la recherche des moyens d'assurer le règlement pacifique des conflits internationaux et de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements de terre et de mer.

L'Exposé des motifs rappelle de quelle manière la question de l'arbitrage obligatoire, soulevée au cours des débats de la première Conférence, fut posée à nouveau, sur l'initiative de diverses délégations, au début de la Conférence de 1907. Celle-ci fut appelée également à examiner la possibilité de réduire les charges militaires. Elle fut saisie d'une proposition tendant à instituer un tribunal international composé de magistrats siégeant d'une manière permanente. Mais elle se contenta d'appeler l'attention des Puissances sur ces diverses questions dans l'acte final.

En ce qui concerne le problème de la *limitation des armements*, la deuxième Conférence de la Paix s'est bornée à confirmer la résolution adoptée par la Conférence de 1899 et à manifester le désir de voir les gouvernements reprendre l'étude de cette question. Cette résolution figure dans l'Acte final après une autre déclaration qui constate l'unanimité des Puissances signataires : « à reconnaître le principe de *l'arbitrage obligatoire* et à déclarer que certains différends, et notamment ceux relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles et internationales, sont susceptibles d'être soumis à l'arbitrage obligatoire sans aucune restriction. »

La Conférence a, de plus, émis les vœux suivants :

1° La Conférence recommande aux Puissances signataires l'adoption du projet ci-annexé de Convention pour l'établissement d'une Cour de Justice arbitrale, et sa mise en vigueur dès qu'un accord sera intervenu sur le choix des juges et la constitution de la Cour ;

2° La Conférence émet le vœu qu'en cas de guerre, les autorités compétentes, civiles et militaires, se fassent un devoir tout spécial d'assurer et de protéger le maintien des rapports pacifiques, et notamment des relations commerciales et industrielles entre les populations des États belligérants et les pays neutres ;

3° La Conférence émet le vœu que les Puissances règlent, par des conventions particulières, la situation, au point de vue des charges militaires, des étrangers établis sur leurs territoires ;

4° La Conférence émet le vœu que l'élaboration d'un règlement relatif aux lois et coutumes de la guerre maritime figure au programme de la prochaine Conférence et que, dans tous les cas, les Puissances appliquent, autant que possible, à la guerre sur mer, les principes de la Convention relative aux lois et coutumes de la guerre sur terre.

La Cour d'arbitrage instituée par la convention de 1899 avait marqué un progrès considérable sur le passé. Auparavant, les gouvernements qui voulaient recourir à un arbitrage étaient souvent très embarrassés pour chercher des arbitres et pour en trouver. Depuis 1899, ils avaient la faculté de faire un choix dans la liste des personnalités (au maximum 4 par Etat) désignées par chaque Etat pour remplir les fonctions d'arbitre.

Fallait-il aller plus loin, et admettre la proposition faite par plusieurs délégués et qui tendait à l'institution d'un tribunal composé de juges siégeant d'une manière permanente?

Les délégués belges ne l'ont pas pensé. De même que la Grèce, le Danemark, la Roumanie et la Suisse, notre Gouvernement a jugé que le principe même de l'institution d'un tribunal permanent est contraire à la notion essentielle de l'arbitrage, basé sur le libre choix des juges. Il a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'établir, à côté de la Cour d'arbitrage instituée par la Convention de 1899, une nouvelle cour de justice siégeant en permanence et, en quelque sorte, supérieure aux nations.

« Les Etats souverains, a dit M. Beernaert, dans son discours du 3 août, devant les trois sous-commissions, ne se reconnaissent aucun supérieur et c'est la conséquence nécessaire de leur souveraineté. Ils ne peuvent donc se soumettre à un tribunal du dehors qu'à propos de faits de droit privé, ou en admettant l'arbitrage qui est ici la juridiction de droit commun. »

Votre Commission s'est trouvée d'accord pour féliciter nos délégués de n'avoir admis aucune atteinte au principe de l'égalité juridique des Etats et de n'avoir pas prêté leur concours à la création d'un tribunal que son organisation exposerait à subir des influences politiques et où les petits Etats ne seraient guère représentés; son institution semblerait plutôt de nature à entraver le progrès normal de l'arbitrage entre les nations qu'à le favoriser.

Cet acte final, qui ne présente pas les caractères d'un engagement international, ne figure pas parmi les actes soumis à l'approbation de la Chambre. Il en est de même de la Convention du 18 octobre 1907, concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes contractuelles, à laquelle le Gouvernement n'a pas cru pouvoir adhérer pour les raisons que fait connaître l'Exposé des motifs.

En réalisant, dans les douze conventions que nous allons brièvement passer en revue, le vaste programme, élaboré par le Gouvernement russe, les Plénipotentiaires réunis à La Haye, en 1907, ont accompli une œuvre considérable, à laquelle M. Roosevelt ne faisait que rendre justice lorsqu'il disait dans un de ses derniers messages : « Quand nous voyons combien il est difficile à un de nos corps législatifs, composés de citoyens d'un seul pays et parlant la même langue, d'obtenir l'unanimité ou même simplement une majorité sur l'un ou l'autre sujet important, il faut reconnaître que les

représentants de quarante-cinq nations, ayant les intérêts les plus divers, ont droit à toute notre reconnaissance pour avoir réussi à se mettre d'accord sur tant de sujets différents, grâce à la sagesse, la patience et la modération avec lesquelles ils ont rempli leur mandat. »

* * *

Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Des délibérations de la première Conférence de la Paix est sortie une convention qui définit les divers moyens mis à la portée des Puissances pour régler les différends qui peuvent naître entre elles sur certains points de fait ou de droit : les bons offices et la médiation, les commissions internationales d'enquête, l'arbitrage.

La Convention du 18 octobre 1907 a apporté à l'œuvre de la première Conférence des modifications importantes qui présentent surtout un intérêt pratique. La Convention du 29 juillet 1899 restait muette sur la plupart des questions que soulèvent l'organisation, le fonctionnement et la procédure des commissions internationales d'enquête; la Convention de 1907 comble cette lacune. L'expérience de huit années a été mise à profit pour préciser et améliorer la procédure de l'arbitrage. Un titre nouveau introduit une procédure sommaire pour les affaires d'importance secondaire ayant un caractère technique.

Certaines dispositions méritent d'être signalées, parce qu'elles traduisent plus particulièrement la volonté qu'ont affirmée les Puissances dans le préambule de la Convention « d'étendre l'empire du droit et d'affermir le sentiment de la justice internationale ». Tel cet article qui reconnaît à la Cour de la Haye le droit d'établir, dans certains cas, à la demande d'une seule Puissance, le compromis nécessaire pour la mise en œuvre de l'arbitrage, lorsque les parties en désaccord n'ont pu y arriver par la voie diplomatique (article 53). Tel aussi l'article qui stipule que dans le cas où un conflit survient entre deux Puissances, l'une d'elles pourra toujours faire connaître au Bureau de la Haye sa volonté de se soumettre à l'arbitrage, le Bureau devant aussitôt informer l'autre Puissance de cette déclaration; il n'est plus nécessaire désormais que des Puissances en conflit se mettent d'accord pour demander ensemble l'arbitrage; une seule d'entre elles peut, même contre la volonté de l'autre, formuler officiellement sa demande (article 48).

« Ainsi, remarque M. L. Bourgeois (1), toute nation, si petite et si faible qu'elle soit, lorsqu'elle se croira en danger de guerre, pourra adresser sa déclaration de recours à l'arbitrage du Bureau international et celui-ci devra faire connaître cette déclaration à l'autre Puissance... N'est-ce pas quelque chose que d'avoir permis à la voix du faible de se faire entendre de tous,

(1) Discours prononcé à la séance de rentrée du groupe parlementaire français de l'arbitrage international, le 14 novembre 1907.

et la force de l'opinion qui s'élèvera en sa faveur ne sera-t-elle pas d'une puissance telle qu'elle pourra balancer la puissance matérielle de l'État le plus redoutable? »

*
* *

La Convention II concerne la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles.

Cette convention, inscrite sous le numéro II dans l'acte final, n'a pas été signée par la Belgique. L'Exposé des motifs fait valoir les raisons qui ont déterminé notre abstention. Ils peuvent se résumer dans le dilemme : Ou la Belgique est créancière, ou elle est débitrice.

Si elle est créancière, étant dépourvue de moyens d'action militaire en raison de sa neutralité perpétuelle, elle se trouvera dépourvue de la sanction du recours à la force que prévoit la convention, et son débiteur pourra impunément repousser l'offre d'arbitrage qu'il n'est pas tenu d'accepter.

Si la Belgique est, au contraire, débitrice, une sentence définitive de ses tribunaux serait exposée à un recours non prévu par ses institutions. On ouvrirait ainsi à l'étranger des moyens de défense et une procédure dont ne jouiraient pas les nationaux.

Il convient de remarquer, au surplus, qu'au 30 juin 1908, sur quarante-quatre États, vingt-quatre seulement avaient signé cette convention sans aucune réserve, dix avec réserves, et dix s'étaient abstenus.

La Roumanie, la Suède, la Suisse et le Venezuela figurèrent avec la Belgique parmi les États qui s'abstinrent à La Haye.

*
* *

Convention relative à l'ouverture des hostilités.

Lorsqu'un peuple prend les armes, les premières règles du droit de la guerre qui s'imposent à son respect sont celles qui concernent l'ouverture des hostilités.

Les anciens considéraient qu'il n'y avait pas de guerre juste si elle n'était précédée d'une déclaration solennelle. Les peuples modernes ont fait preuve de moins de scrupules. La nécessité d'un avertissement a été contestée; les guerres ont éclaté de manières très diverses et souvent critiquables.

La Conférence de 1907, obéissant à la tendance d'introduire dans les rapports entre les belligérants le maximum de légalité, a cherché à mettre fin à cette situation. Le règlement qu'elle a arrêté s'inspire d'une double considération : il importe d'abord que des hostilités ne commencent pas par surprise, il importe ensuite que l'état de guerre soit notifié sans retard aux Puissances neutres.

Désormais plus d'incertitude. Les puissances ont reconnu que les hostilités ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque; celui-ci aura la forme d'une déclaration de guerre ou celle d'un ultimatum motivé.

L'ouverture des hostilités impose aux neutres des obligations précises; il résulte d'une disposition formelle que l'état de guerre ne produira d'effet à leur égard qu'après la réception d'une notification.

La Délégation de Belgique a cherché à compléter cette disposition en proposant la fixation d'un délai de quarante-huit heures pour faciliter aux neutres l'accomplissement de leurs obligations. On peut regretter que cette proposition n'ait pas été accueillie. Mais du moins la Conférence a consacré le principe de l'avertissement préalable; c'est un progrès appréciable, si l'on tient compte de l'état de choses antérieur.

* * *

Convention concernant les lois et coutumes de la guerre.

Ce n'est pas dans cette Convention, qui ne comprend que neuf articles, mais dans le Règlement en cinquante-six articles qui s'y trouve annexé, qu'ont été réunies les « lois de la guerre sur terre ».

Ce règlement n'est pas une œuvre nouvelle; il fut élaboré par la Conférence internationale, réunie à Bruxelles en 1874. Mais il a subi en 1899 et en 1907 des modifications et, si l'on peut dire, des améliorations successives.

L'une des plus remarquables d'entre les dispositions nouvelles est celle qui a été insérée sur la proposition de la délégation allemande et qui a pour objet d'attacher une sanction pécuniaire à toute violation des règles adoptées. La Convention de 1899 interdisait le pillage des villes prises d'assaut, l'attaque ou le bombardement de villes, villages ou habitations non défendus, etc. Désormais, une peine sera attachée à la violation de ces prescriptions qui en étaient dépourvues. Le belligérant qui aura violé le Règlement sera tenu de payer une indemnité en argent pour l'infraction commise par des personnes faisant partie de sa force armée.

On peut considérer que cet amendement comble heureusement une des lacunes de la Convention de 1899.

Il a semblé aussi qu'il était particulièrement inhumain de forcer les habitants d'un territoire occupé à participer aux opérations militaires dirigées contre leur pays. Notre délégation s'est attachée avec succès, par la voix de M. Beernaert, à faire en sorte qu'il fût interdit d'exiger d'eux des renseignements sur leur propre armée. L'odieuse pratique des « guides forcés » est désormais condamnée.

Il sera également interdit à un belligérant de contraindre les nationaux de la partie ennemie qui habitent son territoire à prendre part aux opérations dirigées contre leur pays d'origine.

L'ensemble des dispositions adoptées constitue une précieuse garantie pour l'honneur et la vie de l'individu, le respect des convictions religieuses et la sauvegarde des intérêts publics et privés.

* * *

Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et de personnes neutres en cas de guerre sur terre.

Les dispositions sanctionnées par cette Convention présentent un intérêt particulier pour la Belgique. Plusieurs d'entre elles sont dues à l'initiative

de ses délégués. C'est à leur demande que la Conférence a solennellement affirmé le principe de l'inviolabilité du territoire neutre.

La souveraineté de l'État neutre ne peut être altérée par le seul fait d'une guerre à laquelle il entend demeurer étranger. Cette souveraineté doit être respectée par les belligérants. Les neutres ne peuvent toutefois pas user de leur liberté comme en temps de paix, ils ne peuvent faire abstraction de l'état de guerre. Ils ne prêteront donc ni à l'un ni à l'autre des belligérants une assistance incompatible avec le devoir d'une stricte impartialité.

Pour observer la neutralité, un État non seulement s'abstiendra de prendre directement part aux conflits entre d'autres États, mais encore, veillera au maintien de l'intégrité de son territoire et empêchera que les belligérants en usent dans un but hostile, soit pour y faire des incursions, soit pour le traverser.

Ces règles du droit des gens ont été confirmées par la convention qui définit les droits et les devoirs des neutres dans la guerre sur terre. Tandis que trop souvent, dans la pratique, les droits des neutres ont été méconnus et subordonnés à ceux des belligérants, la Conférence a consacré le principe de l'égalité des uns et des autres. Pas de droit, sans obligation qui y corresponde.

L'article 1^{er} du Règlement, dont une interprétation logique suffirait à tirer toutes les déductions utiles dans la pratique, déclare inviolable le territoire des États neutres.

« Étrangers aux hostilités, ils ont, a dit M. Van den Heuvel(1), le droit primordial d'exiger qu'on ne les y mêle ni directement ni indirectement. Leur territoire est inviolable, et il est bon de le dire en tête des dispositions qui règlent leur situation. Plusieurs de leurs devoirs ont pour objet de leur défendre la tolérance sur leur territoire d'agissements auxquels les belligérants ne peuvent pas se livrer. Il convient, dès lors, de ne pas se borner à dire que les neutres sont tenus d'empêcher de pareils actes, il importe de déclarer que les obligations des neutres à l'égard de ces faits dérivent d'une interdiction générale qui, en bonne logique, concerne d'abord les belligérants avant de produire des conséquences pour les neutres. »

Le principe énoncé à l'article premier n'est pas nouveau. C'est une règle dès longtemps admise par le droit des gens. Mais il était utile de la rappeler au moment d'en préciser les applications. Il ressort de la lecture même du texte que celles-ci constituent pour les belligérants et les neutres des obligations corrélatives.

Aux belligérants l'article 2 interdit de faire passer des troupes à travers le territoire d'un État neutre. L'interdiction ainsi formulée est la conséquence directe du principe posé à l'article 1^{er}.

Les dispositions des articles 3 et 4 découlent également de ce principe. L'inviolabilité du territoire de l'État neutre est incompatible avec l'utilisation de ce territoire dans un but hostile.

(1) Deuxième Conférence de la Paix, *Actes et Documents*, vol. III, deuxième Commission, p. 180.

Mais, outre les défenses faites aux belligérants, il fallait aussi, comme le dit le colonel Borel dans son rapport à la Conférence (1), déterminer et préciser le devoir de l'État neutre à l'égard d'actes prohibés que l'on viendrait à commettre ou tenter de commettre sur son territoire. Ce devoir est très simple, ajoute-t-il. Une violation de la neutralité par l'un ou l'autre des belligérants sera empêchée matériellement par l'État neutre, tous droits de cet État réservés quant aux réclamations auxquelles de pareils actes donneront lieu de sa part et aux réparations qu'il sera fondé à exiger.

L'article 5 est ainsi le corollaire des articles précédents : « L'État neutre, y est-il dit, ne doit tolérer sur son territoire aucun des actes visés par les articles 2 et 4. »

Le devoir imposé au neutre de défendre sa neutralité n'est donc ni moins formel ni moins impérieux que celui qui impose le respect de la neutralité au belligérant.

*
* * *

Convention relative au régime des navires de commerce au début des hostilités.

Cette convention a pour objet de garantir contre les surprises de la guerre la sécurité du commerce international et de protéger les opérations engagées de bonne foi avant le début des hostilités.

Des navires de commerce relevant d'une Puissance belligérante peuvent se trouver surpris au début des hostilités dans un port ennemi.

Jadis ces navires étaient généralement confisqués, de même que les navires marchands venant de la haute mer et entrant dans un port ennemi dans l'ignorance des hostilités.

Depuis un demi-siècle, une pratique connue sous le nom de délai de faveur a été admise par les États belligérants. Il a paru équitable de laisser un certain délai à ces navires pour quitter le port où ils stationnaient et leur permettre de gagner, munis d'un sauf-conduit, leur port de destination. Les délégués belges ont cherché à transformer cet usage en une obligation consacrée par une déclaration formelle. Leurs efforts se sont heurtés à l'opposition de certaines Puissances maritimes. La Conférence s'est bornée à recommander l'observation de la pratique du délai de faveur.

Mais si la Convention ne met pas d'entrave complète à la faculté qu'ont les belligérants de saisir et d'utiliser les navires de commerce au début des hostilités, elle en interdit au moins la confiscation. Et c'est là un progrès notable. Désormais, les armateurs, assureurs, chargeurs, tous ceux qu'intéresse à quelque titre le commerce maritime, ne sont plus exposés à voir leurs entreprises, confiées à la bonne foi des relations pacifiques, sombrer sous le coup de la confiscation.

La Conférence en a prononcé l'interdiction. Elle tolère encore la saisie et la réquisition, mais à charge de restitution ou d'indemnité. La sanction

(1) *Actes et Documents*, vol. I, p. 159.

pécuniaire qu'elle a introduite mettra un terme aux destructions inutiles ; c'est un nouveau pas fait dans la voie du respect de la propriété privée sur mer.

*
* *

Convention relative à la transformation des bâtiments de commerce en bâtiments de guerre.

L'opération, qui consiste, en cas de guerre, à transformer des bâtiments de commerce en navires de guerre, est d'un usage assez général. De nombreux États se sont réservé le droit de renforcer leur flotte de guerre en faisant appel à leur marine marchande. L'exercice de ce droit et sa réglementation intéressent le droit interne.

Ce qui touche au droit international, c'est la question de savoir à quelles conditions les bâtiments de commerce mis au service de l'État seront réputés navires de guerre, avec les droits et obligations attachés à cette qualité.

La Conférence a tenu à garantir le commerce maritime contre un retour aux abus de la *course*.

Le capitaine d'un navire marchand qui se livrera à des opérations de guerre devra, dans des conditions déterminées par la Convention, militariser son navire ; à défaut de quoi, il sera considéré et éventuellement traité en corsaire.

*
* *

Convention relative à la pose des mines sous-marines automatiques de contact.

La Conférence n'a été saisie d'aucune proposition ayant pour objet d'interdire l'usage de ces engins de destruction. Ceux-ci constituent pour les États riverains de la mer des armes défensives, efficaces et peu dispendieuses.

Mais une réglementation de l'emploi des mines sous-marines s'imposait. Elle s'imposait surtout pour la sauvegarde de la navigation pacifique.

La Conférence a fort ingénieusement triomphé de la difficulté qu'il y avait d'une part à ne pas entraver l'usage de ces engins et d'autre part à en rendre l'emploi inoffensif en dehors du cercle des hostilités.

Le règlement qu'elle a adopté établit une distinction entre les mines automatiques amarrées, les mines automatiques non amarrées et les torpilles. Il est défendu d'employer des torpilles qui ne deviennent pas inoffensives après avoir manqué leur but et de même des mines amarrées qui ne cessent d'être offensives après avoir rompu leurs amarres. Plus délicate était la question des mines non amarrées : elles flottent au gré des courants marins et constituent un danger permanent pour la navigation paisible. L'usage en est toléré, mais elles devront être construites de façon à devenir inoffensives dans un temps très restreint.

La responsabilité très lourde assumée par celui qui pose des mines a été mise en évidence ; il a été reconnu que seules des raisons militaires urgentes peuvent en justifier l'usage.

*
* *

Convention concernant le bombardement par les forces navales en temps de guerre.

La première Conférence de la Haye, en 1899, a interdit le bombardement par des forces terrestres, de villes, villages et habitations non défendus. Le bombardement par des forces navales n'était soumis à aucune règle. « Il était cependant impossible, rappelait M. Beernaert à la troisième Commission de la deuxième Conférence (1), que les plénipotentiaires de 1899 ne fussent pas frappés de ce qu'il y a d'étrange, d'insolite et d'illogique dans une situation juridique qui permet aux mêmes belligérants, dans la même guerre, de bombarder une ville du côté de la mer, alors que cela est formellement interdit par terre. » Aussi bien, avaient-ils émis le vœu que le règlement qu'ils venaient d'adopter s'appliquât uniformément à tous les belligérants. Répondant à ce vœu, la deuxième Conférence de la Haye a donc étendu au domaine de la guerre maritime les principes qui ont été admis en 1899 pour la guerre sur terre.

Il faut regretter, avec M. Beernaert, que le bombardement d'une place non défendue soit autorisé, lorsque la localité sommée, si complet que puisse être son dénuement, ne fournit pas les vivres et approvisionnements réclamés pour les besoins de la force navale.

Mais il convient de louer sans réserve la disposition de l'article 5 qui commande, lorsque le bombardement s'impose, d'épargner autant que possible les monuments historiques, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, et les hôpitaux, et qui fait un devoir aux habitants de désigner ces édifices par des signes conventionnels.

*
* *

Convention concernant l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.

La première et la deuxième Conférence de la Paix se sont donné pour tâche de mettre en harmonie avec les nécessités de la guerre navale les principes contenus dans les conventions de Genève de 1864 et 1906. On sait que ces conventions contiennent un ensemble de règles destinées à protéger en temps de guerre les blessés et les malades, ceux qui les soignent, ainsi que les établissements où ils trouvent un refuge.

Ces dispositions, prises sous une inspiration hautement humanitaire, restèrent longtemps obligatoires seulement pour la guerre continentale. La Conférence de La Haye de 1899 entreprit de les adapter à la guerre maritime et celle de 1907 complète cette adaptation en tenant compte des améliorations apportées en 1906 à la Convention de 1864.

Les bâtiments hospitaliers seront respectés et exempts de capture ; les personnes qui se consacreront au soin des malades et des blessés seront

(1) Première Sous-Commission, quatrième séance, 18 juillet 1907.

inviolables dans l'exercice de leur mission ; les malades et les blessés faits prisonniers de guerre seront respectés et soignés par les capteurs ; leurs familles seront informées.

Ces principes se justifient trop pour qu'il y ait lieu d'insister. On remarquera toutefois les garanties qui ont été données aux bâtiments hospitaliers portant le pavillon d'États neutres pour leur permettre de remplir en toute sécurité leur mission de charité.

*
* *
*

Convention relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime.

Contrairement au principe aujourd'hui admis dans la guerre sur terre, la propriété privée dans le conflit maritime n'est point inviolable. Le belligérant s'empare légitimement de ce qui appartient à des ressortissants de l'État ennemi. Des navires, propriétés de particuliers, sont capturés, parfois même simplement coulés si les nécessités de la guerre l'exigent ; les cargaisons sont confisquées, les équipages faits prisonniers. C'est la capture dans sa rigueur brutale, tempérée seulement par l'obligation pour le capteur de faire reconnaître la légitimité de son acte par un tribunal de prises.

L'anomalie et l'anachronisme de ces pratiques éclatent aux yeux.

La question n'intéresse pas que les belligérants ; elle concerne aussi les neutres. La propriété des particuliers, sujets d'un État neutre, peut-être prise dans les divers cas où le neutre est considéré comme se comportant en ennemi.

La deuxième Conférence de La Haye n'a pas craint d'aborder à la fois la question du droit de capture et celle de la juridiction des prises. Elle n'a pas abouti à un succès complet, mais les résultats obtenus méritent l'attention.

La suppression absolue du droit de capture, sauf dans le cas de transport de contrebande ou de violation de blocus, a été demandée par les États-Unis. Cette proposition s'est heurtée à la résistance de certaines Puissances maritimes.

MM. Beernaert et Van den Heuvel ont présenté un projet transactionnel substituant la saisie et le sequestre à la capture et à la confiscation, mais il n'a pas rallié l'unanimité.

La Conférence n'a pas aboli l'exercice de la capture, mais elle y a apporté des restrictions. Elle a proclamé l'inviolabilité de la correspondance postale des belligérants comme des neutres ; le capteur devra se charger lui-même de la faire parvenir à destination avec le moins de retard possible. Ainsi sera évitée au commerce inoffensif une des conséquences les plus préjudiciables de l'état d'hostilités.

Dans un esprit d'humanité, la Conférence a admis le principe de l'exemption de la capture pour les bateaux de pêche côtière, les services de petite navi-

gation locale et les navires affectés à des missions scientifiques, religieuses ou scientifiques.

Enfin, il faut considérer comme une innovation des plus heureuses la suppression de la pratique barbare qui autorisait la capture des travailleurs paisibles composant l'équipage d'un navire de commerce ennemi et qui permettait qu'ils fussent traités comme des prisonniers de guerre.

L'honneur d'avoir fait accepter par l'unanimité de la Conférence ces dispositions dictées, par un sentiment auquel on applaudira, revient pour une large part à la délégation belge.

*Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances neutres
en cas de guerre maritime.*

Cette Convention mérite une attention particulière. Les problèmes auxquels elle apporte une solution sont parmi les plus complexes et les plus délicats que soulèvent les relations des belligérants avec les neutres. Le rôle de ceux-ci est considérable lorsqu'il s'agit d'un conflit maritime, comme le fait observer M. Renault, au début de son remarquable rapport : « La guerre continentale se poursuit en règle général sur le territoire des belligérants. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, il n'y a pas contact direct entre les forces armées des belligérants et les autorités des pays neutres. Les choses vont autrement dans la guerre maritime. Les vaisseaux de guerre des belligérants ne peuvent pas toujours rester sur le théâtre des hostilités; ils ont besoin d'aller dans les ports et ils ne se trouvent pas toujours à proximité des ports de leur pays. »

A la différence des forces de terre qui ne pénètrent jamais pendant la paix sur le territoire d'un autre Etat, les forces maritimes sont admises, en général, à fréquenter pendant la paix les ports étrangers. Les Etats neutres doivent-ils, si la guerre survient, interrompre brusquement la pratique hospitalière du temps de paix? Par la force des choses, cela n'est guère possible.

Il s'agit donc, pour le neutre, de concilier le droit de donner asile aux navires belligérants, avec le devoir de s'abstenir de toute participation illícite aux opérations de la guerre. L'absence de toute réglementation internationale, le désaccord des Puissances, faisaient vivement désirer par les Etats neutres l'adoption définitive de règles précises, dont l'observation les mettrait à l'abri des récriminations des belligérants.

Le règlement élaboré par la Conférence leur apporte cette sécurité; les deux questions qui dominent la matière, celle de la durée du séjour des navires belligérants dans les ports neutres et celle de la mesure des approvisionnements et du combustible qui peuvent leur être fournis, s'y trouvent habilement et pratiquement résolus.

D'une manière générale, les belligérants ont le devoir de respecter les droits souverains des Etats neutres et de s'abstenir dans leurs eaux de tout acte qui, s'il y était toléré, constituerait un manquement à la neutralité.

Aux gouvernements neutres s'impose, entre autres devoirs, celui d'user des moyens dont ils disposent pour empêcher l'armement de navires destinés à concourir à des opérations hostiles. Ce devoir toutefois ne s'étend pas jusqu'à l'interdiction du commerce des armes et des munitions de guerre qui eût causé un préjudice sérieux à notre industrie.

L'Exposé des motifs fait d'ailleurs ressortir que la Convention de La Haye a sanctionné sur ce point la jurisprudence du gouvernement belge.

*
* *

Convention relative à l'établissement d'une cour internationale de prises.

Si la Conférence n'a pas aboli la capture, elle a, par une heureuse initiative, franchi les limites du programme russe en instituant une juridiction internationale des prises maritimes.

« Parmi les résultats positifs de la deuxième Conférence de la Paix, il n'en est pas, constate avec raison M. F. Donker Curtius (1), qui mérite plus de retenir l'attention que la Convention relative à la création d'une cour internationale de prises. Tandis que, en effet, l'œuvre de la Conférence a consisté essentiellement dans la codification de règles déjà reconnues depuis longtemps comme formes juridiques, elle a, dans la Convention votée, créé véritablement un organisme nouveau. »

« Toutes prises doivent être jugées » : c'est un principe admis de longue date, mais dont l'application n'a cessé de provoquer des protestations et des conflits. Il s'agit d'actes commis en pleine mer, là où nul État ne peut invoquer un droit général de législation ou de juridiction. Non seulement l'ennemi, mais même le neutre capturé est traduit devant la juridiction du capteur et soumis à des règles de preuve ou de procédures dérogeant au droit commun.

Rationnellement, observe M. Renault (2), la violation de la neutralité ne devant pas plus se présumer qu'un autre délit, ce serait au capteur à jouer le rôle de demandeur pour faire valider la saisie. Par une singulière anomalie, c'est le saisi qui est demandeur et qui doit prouver l'illégalité de la capture.

Les tribunaux de prises sont actuellement des tribunaux nationaux, jugeant des questions internationales. Ils appliquent la loi de leur pays sans rechercher si elle est ou non conforme au droit international.

Comment s'étonner que, dans ces conditions, les décisions des tribunaux de prises aient souvent donné lieu à des plaintes fondées?

Vainement avait-on proposé jusqu'ici divers systèmes pour remédier à cet état de choses. Le plus hardi était celui auquel avait fini par se rallier l'*Institut de Droit international* et qui consistait dans l'adjonction au tribunal national des prises, de juges appartenant à un État neutre.

(1) *Revue de Droit international et de Législation comparée*, deuxième série, tome IX, 1909, p. 5.

(2) Rapport sur la Cour des prises, deuxième Conférence de la Paix, *Actes et Documents*, volume I, p. 181.

L'initiative prise par les délégués de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui proposèrent à la Conférence de 1907 de constituer une Cour internationale des prises, a pu sembler téméraire. Cependant, comme il a été dit fort bien, les gouvernements ont réalisé ce que la doctrine n'avait osé espérer. Ainsi que le disait éloquemment M. Léon Bourgeois, voici maintenant qu'une Cour supérieure aux juridictions nationales est créée, que le capturé aura recours devant elle contre la décision du tribunal national qui l'a condamné; et voici que devant l'univers civilisé une sentence internationale sera rendue qui brisera la décision injuste du Tribunal national des prises. N'est-ce pas le droit s'élevant enfin au-dessus des intérêts et des passions des États? Et n'est-il pas vrai qu'aucune juridiction aussi haute n'a jusqu'à nos jours existé dans le monde (1)?

La juridiction des prises reste exercée au premier degré par les tribunaux du belligérant capteur. Mais les décisions des tribunaux nationaux peuvent faire l'objet d'un recours devant une Cour internationale dont la composition, la compétence et la procédure sont soigneusement réglées.

La délégation belge a appuyé chaleureusement les efforts qui ont abouti à la création de cet organisme juridique permanent, très distinct, comme le fit observer M. Van den Heuvel, d'une Cour permanente de justice arbitrale, dont l'institution serait contraire au principe même de l'arbitrage basé sur le libre choix des juges.

La Conférence navale réunie à Londres en 1908 est parvenue, comme on le sait, à uniformiser dans une large mesure les règles du droit de la mer; elle a heureusement abouti à concilier les droits des belligérants et ceux du commerce neutre. L'importance des résultats obtenus par l'entente des principales Puissances maritimes rendra éventuellement plus aisée la tâche de la Cour internationale des prises.

*
* *

Quant à la *Déclaration du 29 juillet 1899 relative à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons*, il y a lieu de regretter que plusieurs grandes Puissances aient jusqu'ici réservé leur adhésion au renouvellement de cet accord, inspiré par la même pensée humanitaire qui a présidé à l'élaboration, par les Conférences de La Haye de 1899 et de 1907, des lois de la guerre.

*
* *

Le Parlement belge a été heureux de s'associer aux décisions prises par les Puissances en 1899 dans un but de paix et d'humanité. La seconde Conférence a marqué une nouvelle étape dans l'évolution du Droit international.

Les actes qui en ont été la conclusion ne réalisent pas non plus toutes les

(1) Discours prononcé le 14 novembre 1907 à la séance de rentrée du groupe parlementaire français de l'arbitrage international.

espérances qu'on avait pu en attendre. Toutefois, ils sont de nature à amortir les causes de conflit entre nations et à rendre les guerres moins inhumaines.

La neutralité reconnue à notre pays s'accorde avec les dispositions laborieuses et pacifiques de notre population pour nous rallier très sincèrement à toutes les mesures qui sont de nature à prévenir les guerres ou à en atténuer les conséquences. Aussi est-ce à l'unanimité de ses membres que votre Commission vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

A. BEERNAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 APRIL 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de verdragen en van de verklaring gevoegd bij de Slotakte der Tweede Vredesconferentie en onderteevend, op 18 October 1907, door België en door de op die Conferentie vertegenwoordigde Mogendheden (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

Onze goedkeuring vragende voor de Overeenkomsten en de Verklaring, welke de Belgische Gevolmachtigden op 18 October 1907 te 's Gravenhage onderteevenden, zegt de Regeering in hare *Memorie van Toelichting* :

« Slechts enkele bepalingen van die verdragen hoeven de instemming van de Kamers om in België rechtsgeldig te wezen. De Regeering legt ze aan de goedkeuring van het Parlement voor, om haar volle en onbetwistbare kracht te geven. Evenals in 1899, wilde zij terzelfdertijd de Kamers, die steeds bedacht zijn om alles te bevorderen wat op internationaal gebied de heerschappij van Recht en Vrede vermag uit te breiden en te versterken, deelachtig maken aan het te 's Gravenhage volbrachte werk. »

Na alle voorbehoudingen te hebben gemaakt over de verklaring van artikel 68 onzer Grondwet, achte uwe Commissie dat het van belang was, in de eerste plaats na te gaan welke tot nu toe de bijzonderste uitkomsten zijn geweest van de eerste Vredesconferentie, waarvan het werk dient te worden voortgezet en aangevuld.

*
* * *

De eerste Conferentie van den Haag.

Zooals iedereen zich herinnert, vergaderde de eerste Vredesconferentie te 's Gravenhage van 18 Mei tot 20 Juli 1899, op het initiatief van den

(1) Wetsontwerp, n^o 250.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Beernaert, voorzitter, Carton de Wiart, Franck, Tibbaut en Vandervelde.

Keizer van Rusland, Nicolaas II, ten einde « na te gaan welke de doelmatigste middelen zouden zijn om de volkeren een duurzamen vrede te verschaffen en paal en perk te stellen aan het gestadig toenemen der krijgsbewapeningen ». Zes en twintig Staten namen deel aan die werkzaamheden : Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, China, Denemarken, Spanje, De Vereenigde Staten, Frankrijk, Engeland, Griekenland, Italië, Japan, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nederland, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Serbië, Siam, Zweden en Noorwegen, Zwitserland, Turkije en Bulgarije. De Staten van Afrika en die van Amerika, buiten de Vereenigde Staten, waren niet uitgenoodigd geworden.

De Conferentie slaagde er niet in, het vraagstuk van de beperking der bewapeningen op te lossen, alhoewel het haar hoofddoel was; zij bepaalde zich bij het uitbrengen van een wensch en een besluit van louter platonischen aard. Evenwel nam zij eene overeenkomst aan tot het vreedzaam regelen van de internationale geschillen. Die overeenkomst werd opgemaakt door de derde Commissie : om de handhaving van den algemeenen vrede te verzekeren, huldigde zij een stelsel van bemiddeling. Zij bracht internationale commissiën van onderzoek tot stand om het beslechten te vergemakkelijken van de geschillen, « die noch de eer noch de hoofdbelangen betreffen en voortspruiten uit eene verschillende beoordeeling van feitelijke quaëstiën », door een onpartijdig en gewetensvol onderzoek dat licht over de feitelijke quaëstiën zou spreiden. Ten slotte, bracht zij het internationaal scheidsrecht tot stand, zonder het verplicht te maken, door het instellen van een Hof van Arbitrage, dat door de in geschil verkeerende partijen zou worden samengesteld en waaraan, met inachtneming van eene duidelijk bepaalde proceduur, zouden kunnen onderworpen worden de internationale geschillen die niet langs diplomatischen weg konden opgelost worden.

Die overeenkomst werd op achtereenvolgende datums onderteekend door de Mogendheden die te 's Gravenhage zitting hadden. Andere Mogendheden sloten er zich later bij aan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 59 die dit recht hadden toegekend aan de Mogendheden welke de overeenkomst niet hadden onderteekend, namelijk : Argentina, Bolivia, Brazilië, Chili, Columbia, de Republiek Cuba, San-Domingo, Ecuador, Guatemala, Haïti, Nicaragua, de Republiek Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay en Venezuela.

Dezelfde Mogendheden, waarbij dienen te worden gevoegd Turkije en Bulgarije, namen eene tweede overeenkomst aan betreffende de wetten en gebruiken van het oorlogvoeren te land. Het aan die overeenkomst toegevoegd reglement bepaalt de hoedanigheid van oorlogvoerende, regelt den toestand en de behandeling van de krijgsgevangenen, verbiedt het bezigen van vergift, verbiedt te dooden of te wonden bij verraad, te verklaren dat er geen genade zal geschouken worden en een vijand te dooden of te wonden, die zich op genade of ongenade overgaf; het verbiedt insgelijks, niet verdedigde plaatsen aan te vallen of te beschieten en eene stormenderhand ingenomen stad of gemeente ter plundering over te geven, enz... Het bepaalt onder welke omstandigheden iemand kan worden aangezien als

spioen en voegt erbij dat hij niet kan gestraft worden zonder voorafgaande vonnis, al werd bij op heeterdaad betrapt; het bepaalt nauwkeurig het recht op onschendbaarheid der vredesonderhandelaars, regelt den wapenstilstand, beperkt op het grondgebied van den vijandelijken Staat het militaire gezag dat het recht niet heeft de bevolking te dwingen tot deelneming aan krijgsverrichtingen tegen haar land en ook de eer, het leven, den privaten eigendom en de godsdienstige overtuigingen der inwoners moet eerbiedigen. Eindelijk, bepaalt die tweede overeenkomst de verplichtingen van den Onzijdigen Staat die oorlogvoerenden of gewonden ontvangt.

De eerste Conferentie stemde, voor het toepassen van de beginselen der Overeenkomst van Genève op het oorlogvoeren ter zee, eene derde overeenkomst, die achtereenvolgens ondertekend werd door dezelfde Mogendheden als de tweede. Deze overeenkomst bepaalt dat de militaire scheepshospitalen en de hospitaalschepen, die hulp moeten verstrekken aan de gewonden, zieken en schipbreukelingen der oorlogvoerenden, zonder onderscheid van nationaliteit, doch niet met een militaire doel mogen benuttigd worden, noch de bewegingen der oorlogvoerenden mogen verhinderen, dienen geëerbiedigd te worden.

Daarenboven nam de eerste Vredesconferentie drie verklaringen aan, waarbij het verboden is, kogels en springstoffen te werpen van uit luchtballons, projectielen te bezigen hoofdzakelijk om verstikkend doodelijk gas te spreiden en kogels te schieten, die in 's menschen lichaam zich vertakken of plat worden.

Eindelijk, bracht zij den wensch uit dat op het programma eener volgende Conferentie zou worden gebracht het vraagstuk van de rechten en plichten der onzijdigen, de onschendbaarheid van den privaten eigendom bij het oorlogvoeren op zee, alsmede het bombardeeren der havens, steden en dorpen door eene zeemacht.

Den 20ⁿ Juli 1900, nadat er namens de Middenafdeeling verslag was uitgebracht door den achtbaren heer Woeste, sloot de Kamer, die uitspraak moest doen over de beslissingen dier eerste Conferentie, zich aan, met 103 stemmen en 17 onthoudingen, bij de maatregelen, door de Mogendheden genomen met een vrede- en menschlievend doel.

Ongetwijfeld heeft de Eerste Vredesconferentie niet beantwoord aan al wat men ervan verwachtte. Nadat zij plaats had, was men achtereenvolgens getuige van den oorlog in Transvaal, van den oorlog in China, alsmede van den oorlog tusschen Rusland en Japan. Nietteminis het waar dat door het Bestendig Hof van Arbitrage, te 's Gravenhage, werd gemakkelijker gemaakt de regeling van de moeilijkheden opgerezen tusschen de Vereenigde Staten en Mexico betreffende Californië, alsmede de oplossing van het geschil met Venezuela. Door Engeland en Frankrijk werd het gelast, uitspraak te doen over de zaak van Maskat. Het optreden van eene internationale commissie van onderzoek werd aangenomen door Rusland en Engeland, wanneer Russische torpedobooten Engelsche kolenschepen tegen Hull in den grond hadden geboord. Iedereen herinnert zich dat de zaak van Casablanca door het Hof van 's Gravenhage werd geregeld.

Anderzijds, alhoewel de eerste Vredesconferentie geen verplicht scheids-gerecht huldigde voor sommige bepaalde geschillen, toch werden er talrijke verdragen met de bepaling van het verplicht scheidsgerecht onderteekend door talrijke Mogendheden.

Er dient ook te worden aangemerkt dat de overeenkomsten betreffende de wetten en gebruiken van het oorlogvoeren te land en betreffende de uitbreiding van de Overeenkomst van Genève, alsmede de drie hierboven vermelde verklaringen betreffende het bezigen van springstoffen, van verstikkend gas, enz., werden toegepast tijdens de oorlogen die sedert 1899 uitbarstten.

*
*
*

De Tweede Conferentie van den Haag.

Na het sluiten van hare jaarlijksche Conferentie, te Saint-Louis gehouden in September 1904, werd de *Interparlementaire Unie* in het Wit Huis, te Washington, ontvangen door den heer Roosevelt, Voorzitter van de Vereenigde Staten.

Op hare aanvraag, nam de heer Roosevelt het initiatief om de Staten, nonderteekenaars van de eerste Conferentie van den Haag, te verzoeken opnieuw te vergaderen ten einde het aangevangen werk voort te zetten.

Onderbroken door den oorlog tusschen Rusland en Japan, werden de door den voorzitter der Vereenigde Staten aldus aangevangen onderhandelingen hernomen, in gemeen overleg met hem, door den keizer van Rusland, kort na het Verdrag van Portsmouth.

De tweede Conferentie werd geopend op 15 Juni 1907 en sloot hare werkzaamheden den 18ⁿ October daaropvolgende.

Zeven en veertig Staten waren er op uitgenoodigd en vier en veertig werden er werkelijk vertegenwoordigd : Argentina, België, Bolivia, Brazilië, Bulgarije, Chili, China, Columbia, Cuba, Denemarken, de San-Domingo Republiek, Duitschland, Engeland, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, Guatemala, Haïti, Italië, Japan, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nederland, Nicaragua, Noorwegen, Oostenrijk-Hongarije, Panama, Paraguay, Peru, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Salvador, Serbië, Siam, Spanje, Turkije, Uruguay, Venezuela, de Vereenigde Staten van Amerika, Zweden en Zwitserland.

De akten en stukken uitgaande van die tweede Conferentie vormen drie boekdeelen. De Memorie van Toelichting is de kortbondige samenvatting van dat werk. Zij herinnert aan het zeer aanzienlijk aandeel, in die werkzaamheden, van de afgevaardigden van België, de heeren Beernaert en Van den Heuvel, ministers van State, en baron Guillaume, toen buitengewoon gezant en gevolmachtigden Minister bij de Koningin van Nederland.

Ieder der twaalf overeenkomsten, die zijn gevoegd bij de slotakte en door de Belgische gevolmachtigden werden onderteekend, zullen wij kortbondig verklaren; tevens zullen wij vooral de aandacht vestigen op de bepalingen waarin België bijzonder belang kan stellen.

*
*
*

Algemeen overzicht van de werkzaamheden der Tweede Conferentie.

Het programma, dat de Russische regeering aan de Conferentie had voorgesteld, behelsde een groot gedeelte van het volkenrecht. Het bedoelde, in groote trekken, enerzijds, de herziening van het werk der eerste Conferentie met het oog op de middelen om de vreedzame oplossing der internationale geschillen en de regeling van het oorlogvoeren te land te verzekeren; anderzijds, het opmaken van een algemeen reglement der wetten en gebruiken van het oorlogvoeren ter zee, een nieuw en omvangrijk gebied waarop het initiatief der gevolmachtigde afgevaardigden zich kon doen gelden.

Om die werkzaamheden tot een goed einde te brengen, vormden de gevolmachtigden vier commissiën, in wier schoot ondercommissiën en onderzoekingscomiteiten tot stand werden gebracht. Zij hielden in 't geheel 125 vergaderingen.

Indien de Conferentie van 1907, ondanks hare zware taak, die van 1899 waardig was in elk opzicht, vooral om hare gewichtige uitslagen, daarvoor moet hulde gebracht worden aan de uitstekende mannen die de debatten leidden, aan de verslaggevers die de verkregen uitslagen en den gemaakten vooruitgang in het licht stelden, aan de verdiensten der Staatsmannen, diplomaten en rechtsgelcerden die hunne hooge zending zonder zwakheid behartigden.

De twaalf verdragen en de verklaring, op 18 October 1907 door de Belgische gevolmachtigden ondertekend, vormen het geheele werk der Conferentie niet.

Deze heeft een aanzienlijk deel van hare pogingen en haren tijd gewijd aan het opzoeken der middelen tot vreedzame regeling der internationale conflicten en tot beperking der steeds aangroeiende bewapening te land en ter zee.

De Memorie van Toelichting herinnert er aan, hoe het vraagstuk van verplicht scheidsgerecht, in den loop der debatten van de eerste Conferentie opgeworpen, andermaal werd gesteld op het initiatief van verschillende afvaardigingen bij den aanvang der Conferentie van 1907. Deze werd insgelijks gelast na te gaan of het mogelijk is de militaire lasten te beperken. Een voorstel werd ingediend tot instelling van eene internationale rechtbank, bestaande uit bestendig zitting houdende magistraten. Doch op deze punten vestigde zij enkel de aandacht der Mogendheden in de slotakte.

Omtrent het vraagstuk van de *beperking der bewapening* bepaalde de Tweede Vredesconferentie zich er bij, het door de Conferentie van 1899 aangenomen besluit te bevestigen en den wensch uit te brengen dat de regeeringen de studie van dit vraagstuk zouden hernemen. Dit besluit staat vermeld in de Slotakte na eene andere verklaring waardoor de verdragsluitende Mogendheden eenparig « het beginsel van *verplicht scheidsgerecht* erkennen en verklaren dat zekere geschillen, namelijk die betreffende de betekenissen en toepassing van de bepalingen der internationale overeenkomsten,

aan het verplicht scheidsgerecht zonder eenige beperking kunnen onderworpen worden. »

De Conferentie bracht nog de volgende wenschen uit :

« 1^o De Conferentie beveelt aan de onderteekenende Mogendheden, bijgaand ontwerp van Verdrag nopens de vestiging van een Scheidsgerechtshof aan te nemen en hetzelfde in werking te stellen, zoodra zij zullen overeengekomen zijn omtrent de keus der rechters en de samenstelling van het Hof.

» 2^o De Conferentie uit den wensch dat, ingeval van oorlog, de bevoëgte burgerlijke en militaire overheden het gansch bijzonder als een plicht beschouwen, het behoud der vreedzame betrekkingen, en inzonderheid der handels- en nijverheidsbetrekkingen tusschen de bevolkingen der oorlogvoerende Staten en der onzijdige landen te verzekeren en te vrijwaren.

» 3^o De Conferentie uit den wensch, dat de Mogendheden, door bijzondere Verdragen, den rechtstoestand, in opzicht van krijgslasten, der op hun grondgebied gevestigde vreemdelingen regelen.

» 4^o De Conferentie uit den wensch, dat het opmaken van een Reglement nopens de wetten en gebruiken van den zeeoorlog opgenomen worde in het programma der eerstkomende Conferentie en dat, in elk geval, de Mogendheden, zooveel doenlijk, op den zeeoorlog de grondbeginselen van het Verdrag nopens de wetten en gebruiken van den oorlog te land toepassen. »

Het Hof van Arbitrage, door de Overeenkomst van 1899 ingesteld, was een groote stap vooruit op het verleden. Vroeger konden de regeeringen, die zich op een scheidsgerecht wilden beroepen, moeilijk scheidsrechters zoeken en vinden. Sedert 1899 konden zij vrij hunne keus doen onder de personen (ten hoogste vier voor elken Staat), door elken Staat aangewezen om het ambt van scheidsrechter te vervullen.

Moest men verder gaan en het voorstel van verschillende afgevaardigden aannemen, strekkende tot het instellen van eene rechtbank met bestendig zitting houdende rechters ?

De Belgische afgevaardigden deelden die meening niet. Evenals Griekenland, Denemarken, Rumenië en Zwitserland, heeft onze Regeering geacht « dat het grondbeginsel zelf van de vestiging van eene bestendige rechtbank in strijd is met het hoofdbegrip van het scheidsgerecht, dat op de vrije rechterskeus gegrond is. Zij meende dat, naast het bij het Verdrag van 1899 gevestigd Hof van Arbitrage, er geen plaats is voor een nieuw, bestendig zitting houdend gerechtshof, dat als het ware boven de natiën zou staan.

» De soevereine Staten, zegde de heer Beernaert in zijne redevoering van 5 Augustus in de drie ondercommissiën, erkennen geene meerderen boven hen; dat is het noodzakelijke gevolg hunner soevereiniteit. Derhalve kunnen zij zich aan eene rechtbank buiten hun grondgebied onderwerpen enkel voor feiten van privaat recht, ofwel door het scheidsgerecht aan te nemen, dat hier de rechtmacht van het gemeene recht is. »

Uwe Commissie was het eens om onze afgevaardigden geluk te wenschen, geene inbreuk op de juridische gelijkheid der Staten te hebben geduld en hunne medewerking niet te hebben verleend tot het oprichten van eene

rechtbank, waarvan de regeling zou blootstaan aan politieken invloed en waarin de kleinere Staten schier niet vertegenwoordigd zouden wezen; zulke instelling zou, naar het schijnt, van aard zijn om den normalen gang van het scheidsgerecht onder de natiën veeleer te stremmen dan te bevoor-deelen.

Die slotakte, welke niet geldt als een internationaal Verdrag, komt niet voor onder de akten, die aan de goedkeuring der Kamer zijn onderworpen. Daaronder komt ook niet voor, het Verdrag van 18 October 1907 nopens de beperking van het gebruik van wapengeweld bij het innen van schulden uit overeenkomst; daartoe achtte de Regeering niet te kunnen toetreden om de redenen die in de Memorie van Toelichting zijn uiteengezet.

Door in de twaalf verdragen, die wij bondig gaan doorloopen, het omvang-rijk programma uitgaande van de Russische Regeering te verwezenlijken, hebben de Gevolmachtigden, vergaderd te 's Gravenhage in 1907, een aan-zienlijk werk verricht, waaraan de heer Roosevelt slechts recht liet weder-varen, wanneer hij in een zijner laatste boodschappen zegde : « Wanneer wij zien hoe moeilijk het is voor een onzer wetgevende lichamen, samenge-steld uit burgers van een zelfde land en sprekende een zelfde taal, de een-parigheid of enkel eene meerderheid te verkrijgen over deze of gene belang-rijke zaak, dan moeten wij erkennen dat de vertegenwoordigers van vijf en veertig natiën, met de meest uiteenloopende belangen, alle recht op onze erkentelijkheid hebben, omdat zij erin slaagden, het eens te worden over zoo-vele verschillende zaken, dank zij de wijsheid, het geduld en de bezadigdheid waarmede zij hun mandaat vervuld hebben ».

* * *

Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen.

Uit de beraadslagingen der Eerste Vredesconferentie is een verdrag ontstaan, waarin zijn omschreven de verschillende middelen waarover de Mogendheden beschikken tot beslechting van de geschillen die onder haar kunnen oprijzen betreffende zekere feitelijke quaestiën of betreffende rechts-quaestiën : de goede diensten en de bemiddeling, de internationale com-missiën van onderzoek, het scheidsgerecht.

Het Verdrag van 18 October 1907 bracht in het werk der Eerste Confe-rentie gewichtige wijzigingen, vooral van practisch belang. In het Verdrag van 29 Juli 1899 was er geen sprake van meest al de vragen betreffende de inrichting, de werking en de rechtspleging der internationale commissiën van onderzoek; het Verdrag van 1907 vult deze leemte aan. Eene achtjarige ondervinding werd te nutte gemaakt om de rechtspleging van het scheids-gerecht nader te bepalen en te verbeteren. Een nieuwe titel behandelt eene summiere rechtspleging voor de zaken van bijkomend belang en van tech-nischen aard.

Op sommige bepalingen dient te worden gewezen, omdat zij meer bij-zonder te kennen geven dat de Mogendheden, zooals zij het bevestigen in

het voorwoord van het Verdrag, « het gebied van het recht willen uitbreiden en het begrip van internationaal recht op hechte grondslagen willen vestigen ». Dat blijkt uit het artikel dat aan het Hof van den Haag het recht toekent om, in zekere gevallen, op verzoek van eene enkele Mogendheid, de noodige overeenkomst te bepalen tot het optreden van het scheidsgerecht, wanneer de partijen, het niet eens zijnde, die overeenkomst niet konden sluiten langs diplomatischen weg (artikel 53) Dat blijkt ook uit het artikel dat bepaalt : « Ingeval van geschil tussehen twee Mogendheden, kan eene van haar steeds tot het Internationaal Bureel eene nota richten, houdende hare verklaring, dat zij bereid zoude zijn het geschil aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen. Het Bureel moet deze verklaring onmiddellijk ter kennis van de andere Mogendheid brengen; voortaan is het niet meer noodig dat de tegen elkaar optredende Mogendheden het eens worden om te zamen een scheidsgerecht aan te vragen; een harer kan, zelfs tegen den wil van de andere, hare vraag officieel indienen » (artikel 48).

« Aldus, merkt de heer L. Bourgeois op (1), zal elke natie, hoe klein en zwak ook, wanneer zij zal achten in oorlogsgevaar te verkeerren, hare verklaring van toetreding tot de scheidsrechterlijke uitspraak van het Internationaal Bureel kunnen indienen, en dit Bureel zal daarvan kennis geven aan de andere Mogendheid... Ging men niet een stap vooruit, wanneer men toeliet dat de zwakke zich van allen zou mogen doen hooren, en zal de kracht van de volksmeening, die zich in zijn voordeel uiten zal, niet zoo machtig zijn dat zij zal kunnen opwegen tegen de stoffelijke macht van den meest te vreezen Staat? »

*
* * *

Het II^e Verdrag bedoelt de beperking van het gebruik van wapengeweld bij het innen van schulden uit overeenkomst.

Dit verdrag, voorkomende onder nummer II in de slotakte, werd niet onderteekend door België. De Memorie van Toelichting geeft de redenen onzer onthouding op. Zij worden in dit dilemma vervat : Ofwel is België schuldeischer, ofwel is het schuldenaar.

Is ons land schuldeischer, dan zal het, ten gevolge van het door zijne alijdurende onzijdigheid opgelegd gemis aan militaire werking, de door het Verdrag voorziene bekrachtiging van de toevlucht tot wapengeweld moeten derven, en zal zijn schuldenaar het aanbod tot scheidsrechterlijke uitspraak, dat hij niet gehouden is aan te nemen, straffeloos mogen afslaan.

Is België daarentegen schuldenaar, dan zou een eindvonnis zijner rechtbanken blootgesteld zijn aan een beroep, dat niet door zijne instellingen is voorzien. Dit ware den vreemdeling middelen van verdediging en eene rechtspleging verstrekken, die aan de Belgen ontzegd zijn.

(1) Redevoering uitgesproken op de openingsvergadering van de Fransche parlementaire groep van het internationaal scheidsgerecht, den 14^e November 1907.

Het dient daarenboven te worden opgemerkt dat op 30 Juni 1908, op vier en veertig Staten, slechts vier en twintig dit verdrag zonder het minste voorbehoud onderteekenden; tien onderteekenden het onder voorbehoud en tien onthielden zich.

Rumenië, Zweden, Zwitserland en Venezuela kwamen met België voor onder de Staten die zich te 's Gravenhage onthielden.

*
* *

Verdrag nopens de opening der vijandelijkheden.

Wanneer een volk te wapen loopt, dan zijn de eerste regelen van het oorlogsrecht die het moet in acht nemen, diegene welke het begin der vijandelijkheden betreffen.

In de oude tijden werd een oorlog niet als rechtvaardig aangezien, wanneer daaraan geen plechtige oorlogsverklaring voorafging. De moderne volkeren zagen daarin minder bezwaar. De noodzakelijkheid van eene waarschuwing werd betwist; de oorlogen braken op zeer verschillende en vaak laakbare wijzen los.

De Conferentie van 1907, geleid door de strekking om de betrekkingen onder de oorlogvoerenden door de hoogste wettelijkheid te doen beheerschen, trachtte dezen toestand te doen ophouden. Het reglement, dat zij opgemaakt heeft, steunt op eene dubbele overweging: in de eerste plaats, mogen de vijandelijkheden niet bij verrassing beginnen; in de tweede plaats, moet de staat van oorlog zonder verwijl aan de onzijdige Mogendheden worden bekend gemaakt.

Voortaan is onzekerheid niet meer mogelijk. De Mogendheden erkennen dat de vijandelijkheden niet moeten beginnen zonder voorafgaande en ondubbelzinnige waarschuwing, die den vorm hetzij van eene oorlogsverklaring, hetzij van een gemotiveerd ultimatum moet hebben.

Het begin van de vijandelijkheden legt wel bepaalde verplichtingen aan de onzijdigen op; uit eene uitdrukkelijke bepaling blijkt, dat de staat van oorlog voor hen uitwerking hebben zal slechts na het ontvangen van eene waarschuwing.

De Belgische Afgevaardigden trachtten deze bepaling aan te vullen en stelden voor, een tijdsverloop van acht en veertig uren te bepalen, opdat de onzijdigen hunne verplichtingen gemakkelijker zouden kunnen vervullen. Het valt te betreuren dat dit voorstel niet werd aangenomen. De Conferentie heeft echter het beginsel van de voorafgaande waarschuwing gehuldigd; met het oog op den vroegeren toestand, is het een merkelijke vooruitgang.

*
* *

Verdrag nopens de wetten en gebruiken van den oorlog. nagab

Niet in dit Verdrag, dat slechts negen artikelen bevat, maar wel in het tijdschrift

daaraan toegevoegd Reglement in zes-en-vijftig artikelen, werden de « wetten van den oorlog te land » vereenigd.

Dit reglement is geen nieuw werk; het werd opgesteld door de Internationale Conferentie, te Brussel in 1874 vergaderd. Doch, in 1899 en in 1907, werden daarin wijzigingen en, om zoo te zeggen, opeenvolgende verbeteringen gebracht.

Eene van de merkwaardigste onder de nieuwe bepalingen werd ingelascht op voorstel der Duitsche Afgevaardigden en heeft ten doel, voor elke schennis van de aangenomen regelen eene schadevergoeding te doen betalen. Door het Verdrag van 1899 werd verboden, de stormenderhand ingenomen steden te plunderen, de niet verdedigde steden, dorpen of woningen aan te vallen of te beschieten, enz. Voortaan zal de overtreding dezer bepalingen worden gestraft, wat vroeger niet gebeurde. De oorlogvoerende, die het Reglement overtreedt, zal eene schadevergoeding in geld moeten betalen wegens het misdrijf begaan door lieden die tot zijne gewapende macht behooren.

Dit amendement kan worden beschouwd als de voordeelige aanvulling van eene der leemten van het Verdrag van 1899.

Het kwam ook voor dat het hoogst onmenschelijk was, de bewoners van een bezet grondgebied te dwingen tot deelneming aan de tegen hun eigen land gerichte krijgsverrichtingen. Onze afgevaardigden slaagden erin, bij monde van den heer Beernaert, te doen aannemen dat het verboden zou zijn, hen te dwingen tot het geven van inlichtingen over hun eigen leger. Het hatelijk gebruik der « gedwongen gidsen » is dus afgeschaft.

Het is aan een oorlogvoerende ook verboden, de onderdanen der tegenpartij, die zijn grondgebied bewonen, te dwingen deel te nemen aan krijgsverrichtingen tegen hun land van herkomst.

De aangenomen bepalingen vormen in hun geheel een kostbare waarborg voor de eer en het leven van den eenling, voor de eerbiediging van de godsdienstige overtuigingen, voor de vrijwaring van de openbare en private belangen.

*
* *

*Verdrag nopens de rechten en verplichtingen der onzijdige Mogendheden
en personen ingeval van oorlog te land.*

De door dit Verdrag bekrachtigde bepalingen zijn van bijzonder belang voor België. Verscheidene daarvan werden door de Belgische Afgevaardigden voorgesteld. Op hunne aanvraag heeft de Conferentie plechtig het beginsel der onschendbaarheid van het onzijdig grondgebied gehuldigd.

De souvereiniteit van den onzijdigen Staat kan niet worden gewijzigd door het enkele feit van een oorlog waaraan hij wil vreemd blijven. Die souvereiniteit moet door de oorlogvoerenden geëerbiedigd worden. De onzijdigen mogen echter van hunne vrijheid niet hetzelfde gebruik maken als in vreedstijd : zij moeten met den staat van oorlog rekening houden. Zij

zullen dus aan dezen of genen van de oorlogvoerenden geen hulp verleenen, die onvereenbaar is met den plicht van eene volstreckte onpartijdigheid.

Om onzijdig te blijven, zal een Staat niet alleen zich onthouden rechtstreeks deel te nemen aan de conflicten tusschen andere Staten, maar ook de onschendbaarheid van zijn grondgebied handhaven en de oorlogvoerenden verhinderen, met een vijandig oogmerk gebruik daarvan te maken, hetzij om invallen te doen, hetzij om het te doortrekken.

Deze regelen van het volkenrecht werden bevestigd door het Verdrag dat de rechten en verplichtingen der onzijdigen, ingeval van oorlog te land, bepaalt. Terwijl al te vaak in de practijk de rechten der onzijdigen werden miskend en ondergeschikt gemaakt aan die van de oorlogvoerenden, heeft de Conferentie het beginsel van beider gelijkheid gehuldigd. Geene rechten, zonder plichten die ermede overeenkomen.

Artikel 1 van het reglement, waarvan eene logische verklaring zou volstaan om daaruit al de in practijk nuttige besluiten te trekken, verklaart dat het grondgebied der onzijdige Staten onschendbaar is.

« Vreemd aan de vijandelijkheden, hebben zij, zegde de heer Van den Heuvel (1), in de allereerste plaats het recht te eischen dat zij daarin noch rechtstreeks noch onrechtstreeks betrokken worden. Hun grondgebied is onschendbaar, en dat dient te worden verklaard aan het hoofd der bepalingen die hunnen toestand regelen. Verschillende hunner plichten hebben ten doel, hen te verbieden op hun grondgebied handelingen te gedoogen; die de oorlogvoerenden niet mogen plegen. Bijgevolg moet men er zich niet bij bepalen, te verklaren dat de onzijdigen zulke handelingen moeten verhinderen; het dient te worden verklaard dat de verplichtingen der onzijdigen tegenover die feiten voortvloeien uit een algemeen verbod, hetwelk, logischerwijze, eerst de oorlogvoerenden betreft alvorens voor de onzijdigen gevolgen te hebben. »

Het beginsel, door artikel 1 bekrachtigd, is niet nieuw. Het is een sedert lang door het volkenrecht erkende regel. Het was echter nuttig, het in herinnering te brengen, wanneer men de toepassingen daarvan nader bepalen wilde. Uit de lezing zelve van den tekst blijkt, dat de toepassingen wederkerige verplichtingen voor de oorlogvoerenden en de onzijdigen in het leven roepen.

Artikel 2 verbiedt aan de oorlogvoerenden, het grondgebied van een onzijdigen Staat door troepen te doen doortrekken. Het aldus luidende verbod is het rechtstreeksch gevolg van het door artikel 1 gehuldigde beginsel.

De bepalingen vervat in de artikelen 3 en 4 vloeien ook uit dit beginsel voort. De onschendbaarheid van het grondgebied van den onzijdigen Staat is onvereenbaar met het benutten van dit grondgebied met een vijandig oogmerk.

Doch, buiten de verbodsbepalingen geldende voor de oorlogvoerenden,

(1) Tweede Vredesconferentie, *Akten en Stukken*, III, tweede Commissie, blz. 180.

diende men ook, zooals kolonel Borel zegt in zijn verslag aan de Conferentie (1), te bepalen en te omschrijven welke plicht rust op den onzijdigen Staat tegenover ongeoorloofde handelingen waaraan men zich op zijn grondgebied zou schuldig maken of willen schuldig maken. Die plicht is zeer eenvoudig, voegt hij erbij. Eene schennis van de onzijdigheid door dezen of genen van de oorlogvoerenden zal stoffelijk verhinderd worden door den onzijdigen Staat, behoudens de rechten van dezen Staat wat betreft de bezwaren die hij uit hoofde van soortgelijke handelingen zal kunnen aanvoeren, alsmede de vergoeding die hij gemachtigd zal zijn te eischen.

Artikel 5 is aldus het gevolg van de vorige artikelen : « Eene onzijdige Mogendheid mag op haar grondgebied geene der in artikelen 2 tot 4 bedoelde daden dulden. »

De aan den onzijdigen opgelegde plicht, zijne onzijdigheid te verdedigen, is dus even uitdrukkelijk en even gebiedend als diegene, welke aan den oorlogvoerende de eerbiediging van de onzijdigheid oplegt.

*
* * *

Verdrag nopens den rechtstoestand der koopvaardischepen bij den aanvang der vijandelijkheden.

Dit Verdrag heeft ten doel, den internationalen handel tegen de verrassingen van den oorlog te beveiligen en de te goeder trouw vóór den oorlog aangegane en aangevangen handelsverrichtingen te beschermen.

Koopvaardischepen, die de vlag van een der oorlogvoerenden voeren, kunnen zich bij den aanvang der vijandelijkheden in eene vijandelijke haven bevinden.

Vroeger werden die schepen over't algemeen verbeurd verklaard; evenzoo de koopvaardischepen die van de zee kwamen en eene vijandelijke haven binnenliepen zonder bekend te zijn met de vijandelijkheden.

Sedert een halve eeuw werd een gebruik, bekend onder den naam van « goedgunstig verleend uitstel », door de oorlogvoerende Mogendheden aangenomen. Het kwam billijk voor, aan die schepen een zeker uitstel te verleenen om uit de vijandelijke haven te vertrekken en hun toe te laten, mits een bewijs van vrije doorvaart, hunne bestemmingshaven te bereiken. De Belgische Afgevaardigden poogden dit gebruik te veranderen in eene verplichting, bevestigd door eene uitdrukkelijke verklaring. Hunne pogingen stuitten op den tegenstand van sommige zeemogendheden. De Conferentie bepaalde zich er bij, het naleven van het gebruik van het goedgunstig verleend uitstel aan te bevelen.

Doeh, alhoewel de Conferentie de vrijheid der oorlogvoerenden tot het in beslag nemen en benuttigen der koopvaardischepen niet volkomen belemmert, toch verbiedt zij de verbeurdverklaring daarvan. En dat is een merkelijke vooruitgang. Voortaan zullen de reeders, verzekeraars, bevrachters, al wie eenig belang bij den zeehandel heeft, niet meer blootgesteld zijn

(1) *Akten en Stukken*, I, bl. 159.

aan het gevaar, dat hunne ondernemingen, steunende op de goede trouw der vreedzame betrekkingen, door de verbeurdverklaring schipbreuk lijden.

De Conferentie heeft de verbeurdverklaring verboden. Zij gedooft enkel nog het in beslag nemen en het opeischen, doch mits teruggave of vergoeding. De geldelijke straf, die zij heeft ingevoerd, zal elke nuttelooze vernieling voorkomen; dat is weeral een stap vooruit op den weg van de eerbiediging van het privaat eigendom ter zee.

*
* *

Verdrag nopens de verandering van koopvaardischepen in oorlogsschepen.

Ingeval van oorlog is het een vrij algemeen gebruik, de koopvaardischepen te veranderen in oorlogsschepen. Talrijke Staten behielden zich de bevoegdheid voor, hunne oorlogsvloot te versterken door zich te richten tot hunne koopvaardijvloot. Het uitoefenen van deze bevoegdheid en hare regeling behooren tot het recht van elken Staat.

Wat het internationaal recht aanbelangt, is de vraag, onder welke omstandigheden de koopvaardischepen, ten dienste van den Staat gesteld, als oorlogsschepen zullen beschouwd worden, met de aan deze hoedanigheid verbonden rechten en verplichtingen.

De Conferentie hield eraan, den zeehandel te beveiligen tegen een terugkeer van de misbruiken der *kaapvaart*.

De gezagvoerder op een in oorlogsschip veranderd koopvaardischip moet, onder door het Verdrag bepaalde omstandigheden, zijn schip militariseren; zooniet zal hij worden beschouwd en, bij voorkomend geval, behandeld als zeeroover.

*
* *

Verdrag nopens het stellen van zelfwerkende onderzeesche contact-mijnen.

Geen enkel voorstel tot verbod van deze vernielingswerktuigen werd bij de Conferentie aanhangig gemaakt. Die werktuigen zijn voor de landen, die door de zee zijn omgrensd, beschuttende wapenen van doelmatigen en weinig durend aard.

Eene regeling van het gebruik der onderzeesche mijnen drong zich echter op, vooral tot vrijwaring der vreedzame scheepvaart.

Het viel moeilijk, eenerzijds, het gebruik van die oorlogstuigen niet te beletten, en, anderzijds, het gebruik ervan onschadelijk te maken buiten het oorlogsterrein; deze moeilijkheid heeft de Conferentie zeer behendig uit den weg geruimd.

Het reglement, dat zij goedkeurde, maakt een onderscheid tusschen de vastgelegde zelfwerkende mijnen, de niet vastgelegde zelfwerkende mijnen en de torpedo's. Het is verboden torpedo's te gebruiken die niet onschadelijk worden nadat zij hun doel gemist hebben, en evenzoo vastgelegde mijnen die schadelijk blijven nadat zij losgeraakt zijn.

Neteliger was het vraagstuk der niet vastgelegde mijnen : ze zijn het spel van de zeestroomingen en leveren een bestendig gevaar op voor de vreedzame scheepvaart. Het gebruik ervan wordt toegelaten, doch zij moeten zoodanig vervaardigd zijn dat zij onschadelijk worden binnen een uiterst beperkt tijdsverloop.

Op de groote verantwoordelijkheid van hem, die mijnen plaatst, werd gewezen; het werd erkend dat hun gebruik alleen om dringende militaire redenen kan gerechtvaardigd worden.

*
* *

Verdrag nopens het bombardeeren door eene zeemacht in tijd van oorlog.

De eerste Conferentie van 's Gravenhage, in 1899, verbood het bombardeeren, door eene landmacht, van niet verdedigde steden, dorpen en woningen. Doch het bombardeeren, door eene zeemacht, was aan geen regel hoegenaamd onderworpen. « Het was nochtans onmogelijk, zegde de heer Beernaert, in de derde Commissie van de tweede Conferentie (1), voor de gevolmachtigden van 1899, niet verwonderd te staan over dien vreemden, ongewonen en onlogischen juridischen toestand, waarbij het aan dezelfde oorlogvoerenden, in denzelfden oorlog, geoorloofd is eene stad te bombardeeren van op zee, wijl zulks te land verboden is. » Ook hadden zij den wensch uitgebracht, dat het door hen pas aangenomen reglement van toepassing zijn zou op alle oorlogvoerenden zonder onderscheid. De Tweede Conferentie van Den Haag gaf gehoor aan dien wensch, en daarom werden de beginselen, die men in 1899 had aangenomen voor den oorlog te land, uitgestrekt tot den oorlog ter zee.

Wij betreuren, met den heer Beernaert, dat het bombardeeren eener niet verdedigde plaats geoorloofd zij, wanneer de aangemaande plaats, hoe behoeftig zij ook moge wezen, de levensmiddelen en het proviand niet levert, die worden aangevraagd voor de behoeften der zeemacht.

Maar het betaamt, het in artikel 5 bepaalde zonder voorbehoud te prijzen : daarbij wordt voorgeschreven, ingeval het bombardeeren onvermijdelijk is, zooveel mogelijk te ontzien de geschiedkundige gedenkteeken, de gebouwen gewijd aan eerediensten, aan kunsten, wetenschappen en aan weldadigheid, alsmede de hospitalen; aan de ingezetenen legt het de verplichting op, gezegde gebouwen aan te duiden door overeengekomen seinen.

*
* *

Verdrag voor de toepassing, op den zeeoorlog, der beginselen van het Verdrag van Genève.

De Eerste Vredesconferentie en de Tweede Vredesconferentie namen op zich de taak, de beginselen der verdragen van Genève, van 1864 en 1906, in overeenstemming te brengen met de behoeften van den oorlog ter zee. Men

(1) Eerste Ondercommissie, vierde vergadering, 18 Juli 1907.

weet dat die verdragen een samenstel van regelen bevatten tot bescherming, in tijd van oorlog, van gewonden en zieken, van hen die ze verzorgen, alsmede van de gestichten waar zij geherbergd worden.

Deze bepalingen, uitgaande van eene hoog opgevatte menschlievendheid, waren, voor langen tijd, slechts verplicht voor den oorlog te land. De Haagsehe Conferentie van 1899 nam het op zich, ze toe te passen op den oorlog ter zee, en de Conferentie van 1907 vulde die toepassing aan door het in aanmerking nemen van de verbeteringen die in 1906 in het Verdrag van 1864 werden gebracht.

De hospitaalschepen moeten geëerbiedigd en mogen niet buitgemaakt worden; de personen, die zich wijden aan het verplegen van zieken en gewonden, zijn onschendbaar gedurende het waarnemen hunner zending; de zieke en gewonde krijgsgevangenen zullen door de buitmakers geëerbiedigd en verpleegd worden; hunne gezinnen zullen ingelicht worden.

Over deze beginselen dient niet te worden uitgeweid: zij rechtvaardigen zich zelf in de hoogste mate. Men gelieve echter in aanmerking te nemen de waarborgen die worden verleend aan de hospitaalschepen, welke de vlag van onzijdige staten voeren, opdat zij hunne liefdadige zending in volle veiligheid zouden kunne volbrengen.

*
* * *

*Verdrag nopens zekere beperkingen van de uitoefening van het buitrecht
in den zeeoorlog.*

In strijd met het beginsel dat thans is aangenomen voor den oorlog te land, is het privaateigendom, ingeval van oorlog ter zee, niet onschendbaar. De oorlogvoerenden hebben het recht, de hand te slaan op wat toebehoort aan onderdanen van den vijandelijke Staat. Schepen, die aan particulieren toebehooren, worden buitgemaakt, ja zelfs in den grond geboord, indien de noodwendigheden van den oorlog het vergen; de lading wordt in beslag genomen en de manschap gevangen gezet. Dat is eene brutaal strenge buitmaking, die enkel verzacht wordt door de verplichting, voor den buitmaker, de wettigheid zijner daad voor den prijsrechter te bewijzen.

De ongerijmdheid van die verouderde gebruiken springt in het oog.

Het vraagstuk aanbelangt niet alleen de oorlogvoerenden, maar ook de onzijdigen. Het eigendom van particulieren, die onderdanen zijn van een onzijdigen Staat, kan worden buitgemaakt in de verscheidene gevallen, waar de onzijdige wordt geacht op te treden als vijand.

De Tweede Conferentie van Den Haag aarzelde niet, en het vraagstuk van het buitrecht en dit van de prijsrechtbank te behandelen. Zij slaagde niet ten volle, doch de bekomen uitslagen zijn opmerkenswaardig.

De algeheele afschaffing van het buitrecht, uitgezonderd ingeval van oorlogscontrabande of van blokkadeschending, werd door de Vereenigde Staten aangevraagd. Daartegen verzetten zich verscheidene zeemogendheden.

De heeren Beernaert en Van den Heuvel dienden een ontwerp in tot minnelijke schikking : krachtens dit ontwerp kwamen het inbeslagnemen en het sequestreeren in de plaats van het buitmaken en het verbeurdverklaren; het werd echter niet algemeen aangenomen.

De uitoefening van het buitrecht werd door de Conferentie niet afgeschaft, maar beperkt. De brievenpost, zoowel van de oorlogvoerenden als van de onzijdigen, werd onschendbaar verklaard; de buitmaker is verplicht ze zelf te verzenden, met de minst mogelijke vertraging. Zóó wordt, voor den handel die er geen schuld bij heeft, een der meest schadelijke gevolgen van den oorlog voorkomen.

De Conferentie nam ook, uit menschlievendheid, het beginsel aan, dat de visschersbooten voor de kustvisserij, de diensten der kleine plaatselijke vaart, alsmede de schepen belast met godsdienstige, wetenschappelijke of menschlievende zendingen, niet mogen buitgemaakt worden.

Ten slotte, mag als eene hoogst gelukkige nieuwigheid worden beschouwd de afschaffing van het barbaarsch gebruik, krachtens welk het geoorloofd was, de vreedzame werklieden, die de bemanning uitmaken van een tot de vijandelijke natie behoorend koopvaardijship, buit te maken en als krijgsgevangenen te behandelen.

Deze bepalingen, uitgaande van een zoo prijsbaar gevoelen, werden door de Conferentie eenparig aangenomen; de eer daarvan komt voor een ruim deel toe aan onze Belgische Afgevaardigden.

*
* * *

*Verdrag nopens de rechten en verplichtingen der onzijdige Mogendheden
ingeval van zeeoorlog.*

Dit Verdrag dient bijzonder in aanmerking te komen. De vraagstukken, die het oplost, behooren tot de meest ingewikkelde en meest kiesche vraagstukken betreffende de betrekkingen tusschen oorlogvoerenden en onzijdigen. Deze laatste spelen eene voorname rol, wanneer een oorlog ter zee ontstaat; de heer Renault merkt het aan in het begin van zijn merkwaardig verslag : « De oorlogen te land worden doorgaans gevoerd op het grondgebied van de oorlogvoerenden. De strijdende legers komen niet in rechtstreeksche aanraking met de overheden van de onzijdige landen, tenzij in buitengewone omstandigheden. In den oorlog ter zee gaat het heel anders. De oorlogsschepen van de oorlogvoerenden kunnen niet altijd blijven ter plaats waar gestreden wordt; zij moeten de havens binnenvaren en zijn niet altijd in de nabijheid der havens van hun eigen land. »

Terwijl, in tijd van vrede, de landmacht nooit het grondgebied van een anderen Staat binnentrekt, mag over 't algemeen de zeemacht de vreemde havens in tijd van vrede binnenvaren. Moeten de onzijdige Staten, wanneer de oorlog is verklaard, plotseling de gastvrijheid weigeren, die zij in vredetijd verleenen? Dat is werkelijk niet mogelijk.

Dus moet de onzijdige Staat doen samengaan het recht, dat hij bezit om

aan de oorlogvoerende schepen eene schuilplaats te gunnen, en de verplichting, zich te onthouden van elke ongeoorloofde deelneming aan de oorlogsverrichtingen. Daar er op dat gebied geene internationale regeling bestond en de Mogendheden het niet eens waren, verlangden de onzijdige Staten vurig dat bepaalde regelen voorgoed zouden worden ingevoerd; het nakomen van deze regelen zou elke beschuldiging van de oorlogvoerenden tegen hen onmogelijk maken.

Het reglement, door de Conferentie opgemaakt, verschaft hun die gerustheid; daarin zijn behendig en practisch opgelost de twee vraagstukken die de zaak beheerschen, namelijk deze: de duur van het verblijf der oorlogvoerende schepen in de havens van de onzijdige landen en de hoeveelheid levensmiddelen en brandstof, die hun mag verschaft worden.

In 't algemeen moeten de oorlogvoerenden de soevereine rechten van de onzijdige Staten eerbiedigen en zich, in de wateren van die Staten, onthouden van elke handeling die de onzijdigheid schenden zou, indien zij er geoorloofd werd.

Op de onzijdige Regeeringen rust, onder andere plichten, de plicht, de middelen waarover zij beschikken aan te wenden om te beletten dat schepen, die aan den oorlog moeten deelnemen, zich wapenen. Die plicht strekt zich echter niet uit tot het verbod van den handel in wapenen en oorlogsvoorraad, dat aan onze nijverheid groote schade zou hebben berokkend.

Overigens, de Memorie van Toelichting doet uitschijnen dat de Conferentie van Den Haag de rechtspraak van de Belgische Regeering op dit gebied heeft bekrachtigd.

*
* * *

Verdrag nopens de vestiging van een internationaal prijzenhof.

Heeft de Conferentie het buitmaken niet afgeschaft, dan toch ging zij, uit eigen beweging, verder dan door het Russisch programma was bepaald, wanneer zij eene internationale prijsrechtbank voor het buitmaken ter zee instelde.

« Onder de stellige uitslagen van de tweede Conferentie van Den Haag, zegt terecht de heer F. Donker Curtius (1), is er geene die meer onze aandacht verdient dan het Verdrag betreffende het instellen van een internationaal prijzenhof. Want, terwijl het werk van de Conferentie vooral bestond in het samenbrengen van regelen, sedert lang erkend als rechtsgeldig, riep zij, door het aannemen van dit Verdrag, eene werkelijke nieuwe inrichting in 't leven.

« Alle prijsnemingen moeten voor den rechter komen », dat beginsel is sedert lange jaren aangenomen, doch de toepassing daarvan gaf steeds aan-

(1) *Revue de Droit international et de Législation comparée*, tweede reeks IX, 1909, blz. 5.

leiding tot tegenspraak en geschillen. Het geldt handelingen in volle zee, waar geen Staat hoegenaamd een algemeen recht van wetgeving of van rechtsmacht inroepen kan. Niet alleen de vijand, maar zelfs de prijsgenomen onzijdige wordt voor de rechtbank van den prijsnemer gedaagd en onderworpen aan bewijsregelen of aan eene procedure, die van het gemeene recht afwijken.

Daar men — zegt de heer Renault (1) — redelijkerwijze het schenden van de onzijdigheid niet meer vermoeden mag dan om 't even welk ander wanbedrijf, zou de buitmaker als eischer moeten optreden om de inbeslag-neming geldig te doen verklaren. Doch, door eene zonderlinge tegenstrijdigheid, is de buitmaker eischer en moet hij de onwettigheid van het buitmaken bewijzen.

De prijsrechtbanken zijn thans nationale rechtbanken, die uitspraak doen over internationale zaken. Zij passen de wet van hun land toe zonder te onderzoeken of zij, ja dan neen, met het internationaal recht overeenstemt.

Is het dan te verwonderen dat de beslissingen der prijsrechtbanken zoo dikwijls aanleiding gaven tot gegronde klachten?

Vergeefs had men tot nu toe verscheidene stelsels voorgesteld om dien toestand te verhelpen. Het stoutmoedigste voorstel was dat, waarmee het *Institut de Droit international* zich ten slotte had vereenigd: het bestond hierin, dat aan de nationale prijsrechtbank werden toegevoegd rechters behorende tot een onzijdigen Staat.

Het initiatief der afgevaardigden van Duitschland en Groot-Brittannië, die, ter Conferentie van 1907, het tot stand brengen van een internationaal prijzenhof voorstelden, kon wellicht vermetel voorkomen. Nochtans, zooals heel goed werd gezegd, hebben de Regeeringen op dat gebied verwezenlijkt wat de rechtsgeleerden niet hadden durven verhoplen. De heer Leon Bourgeois zegde het in welsprekende woorden: Nu is opgericht een Hof dat boven alle nationale rechtbanken staat; de prijsgenomene kan daarbij in beroep komen van de uitspraak der nationale rechtbank die hem veroordeelde; vóór de beschaafde wereld zal voortaan een internationaal vonnis worden geveld, dat de onrechtvaardige beslissing van de nationale prijsrechtbank zal verbreken. Verheft zich aldus het recht niet boven de belangen en de driften van de Staten? En is het niet waar dat een zoo verhevene rechtsmacht nooit, tot nu toe, ter wereld heeft bestaan? (2)

Zooals vroeger, zijn de rechtbanken van den buitmakenden oorlogvoerende bevoegd om in eersten aanleg uitspraak te doen over de prijsneming. Doch tegen de beslissingen der nationale rechtbanken kan beroep worden aangeteekend bij een Internationaal Hof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de rechtspleging zorgvuldig zijn geregeld.

(1) Verslag over het prijzenhof, tweede Vredesconferentie. *Akten en Stukken*, 1, blz. 181.

(2) Redevoering uitgesproken, op 14 November 1907, ter openingsvergadering van de Fransche parlementaire groep voor internationaal scheidsrecht

De Belgische Afgevaardigden hebben krachtdadig de pogingen gesteund, die voor gevolg hadden het tot stand brengen eener bestendige rechtsmacht, zeer verschillend, zooals de heer Van den Heuvel deed opmerken, van een bestendig scheidsrechterlijk Hof, waarvan de inrichting in strijd zou zijn met het beginsel zelf van het scheidsgerecht steunende op de vrije keuze der rechters.

De Zeevaartconferentie, vergaderd te Londen in 1908, slaagde erin, men weet het, in eene ruime mate eenheid te brengen in de regelen van het zeerecht; zij kwam ook tot den gelukkigen uitslag, én de rechten der oorlogvoerenden én die van den onzijdigen handel te doen samengaan. De gewichtige uitkomsten, verkregen door de verstandhouding van de bijzonderste zeemogendheden, zullen de taak van het Internationaal Prijzenhof bij voorkomend geval gemakkelijker maken.

*
* *

Wat betreft de *verklaring van 29 Juli 1899, nopens het verbod om projectielen en springstoffen uit luchtbaljons te werpen*, valt er te betreuren dat verscheidene groote Mogendheden, tot nu toe, hare toetreding tot het hernieuwen van die overeenkomst hebben voorbehouden, welke uitging van dezelfde menschlievende gedachte die de Conferentiën van Den Haag, in 1899 en 1907, bezielde bij het opmaken van de oorlogswetten.

*
* *

Het Belgisch Parlement sloot zich met genoegen aan bij de beslissingen, door de Mogendheden in 1899 genomen met een vredelievenden menschlievend doel. De Tweede Conferentie is een nieuwe stap ter ontwikkeling van het Internationaal Recht.

De akten, die daarvan het gevolg waren, brengen ook niet tot stand al het goede dat men ervan verwachten mocht. Ze zijn niettemin geschikt om de oorzaken van geschillen tusschen de volkeren te verminderen en de oorlogen minder onmenschelijk te maken.

De onzijdigheid, aan ons land toegekend, strookt met de ijverige en vreedzame gedachten van ons volk; wij mogen ons dus zeer openhartig aansluiten bij al de maatregelen, die geschikt zijn om den oorlog te voorkomen en om de gevolgen ervan te verzachten. Ook stellen al de leden van uwe Commissie u eenparig voor, het wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

A. BEERNAERT.



